

revenait moins cher qu'un baril provenant d'un puits albertain, situé à quarante milles de cette ville.

Pourtant, le Gouvernement canadien affirmait: nous voulons créer une industrie pétrolière viable en Alberta — et c'est là une priorité nationale. C'est pourquoi, tout en permettant aux régions situées à l'est de la vallée de l'Ouataouais de continuer d'acheter un pétrole étranger à meilleur prix, le Gouvernement fédéral a établi, à l'ouest d'Ottawa, un marché protégé au profit du pétrole albertain. Aux millions de citoyens de Toronto et de la majeure partie de l'Ontario comme à tous les habitants de l'Ouest, le Gouvernement canadien a dit: "Vous devrez cesser de vous procurer du pétrole étranger à meilleur compte — et payer un peu plus cher le gallon — afin que l'Alberta puisse avoir des débouchés pour son pétrole. Il s'agit d'une industrie pétrolière canadienne: elle doit avoir un marché canadien."

Pendant les années soixante, les consommateurs de l'Ontario et de l'Ouest payaient au moins pour leur pétrole 500 millions de dollars de plus qu'en l'achetant à l'étranger, afin d'aider l'Alberta à établir son industrie pétrolière. Ottawa encourageait fortement les exportations de pétrole albertain vers les États-Unis, et versait plusieurs millions comme incitation au développement de cette industrie.

C'est d'abord l'Alberta qui en a bénéficié: elle est la province dont la dette par habitant est la moindre et dont la charge fiscale par habitant est la plus faible du pays. Tous les Canadiens en ont aussi profité. Une province d'Alberta forte voulait dire un Canada plus fort, un Canada où les Albertains contribuent généreusement au bien-être et au progrès de l'ensemble du pays.

Dans le même temps, la politique nationale du pétrole a permis au Québec et aux Provinces maritimes de continuer à profiter des importations de pétrole à bien meilleur marché.

Politique pour les années 70

Cette politique convenait aux années soixante. Mais la rapidité des changements survenus depuis 1970 exige une nouvelle politique. Parmi les changements les plus importants, il faut compter l'incertitude concernant l'ap-

Suggestions du ministre de l'Énergie

Dans une déclaration faite à la Chambre des communes, le 26 novembre, le ministre de l'Énergie, M. Donald Macdonald, a incité les Canadiens à se plier à des mesures volontaires en vue d'économiser l'énergie, comme par exemple le fait de tenir le thermostat à un niveau moins élevé et celui de conduire son automobile à une vitesse réduite. Le ministre a signalé en particulier que la consommation d'essence pourrait être réduite de 20 à 40 p. 100 si l'on diminuait de 70 à 50 milles à l'heure la vitesse automobile. De même, la stabilisation à 68-70° F le jour et à 63-65° F la nuit et durant les week-ends dans tous les édifices fédéraux entraînerait une économie de 18 p. 100 de la consommation fédérale d'huile à chauffage (qui ne représente toutefois que 2 p. 100 de toute la consommation canadienne).

Le ministre a aussi annoncé la création d'un Bureau formé de cinq membres qui seront chargés de l'élaboration et de l'application du programme de contingentement en plus de coordonner les programmes de restrictions volontaires; ils pourront aussi concevoir et mettre en oeuvre des projets de rationnement si la chose s'avère nécessaire.

M. Macdonald a autorisé les raffineries de l'Est canadien à hausser de 4 à 5 cents dès le 1er décembre le prix de l'essence et de l'huile à chauffage.

Le ministre s'est dit confiant que le rationnement ne sera pas nécessaire mais si toutefois des mesures volontaires d'économie ne sont pas suffisantes, on devra recourir à un programme de restrictions obligatoires comme durant la dernière guerre.

provisionnement en pétrole étranger, la hausse spectaculaire des prix de ce pétrole et le fort accroissement de la demande d'énergie de la part des États-Unis, notre principal client pour le pétrole. Ces trois facteurs conjugués, à savoir une sécurité moindre, des prix haussés et une demande accrue ont soulevé des possibilités sensationnelles de développement de sources d'énergie canadiennes relativement coûteuses et éloignées, comme les sables bitumineux de l'Athabasca et les gisements de l'Arctique et du plateau continental atlantique...

Extension de l'oléoduc: Edmonton-Montréal

Ainsi, une importante décision que le Gouvernement a prise avant la guerre du Moyen-Orient a été de prolonger l'oléoduc Edmonton-Toronto jusqu'à Montréal. Cela signifie que nous serons beaucoup plus près d'avoir un seul Canada, et non deux, sur le plan pétrolier; cela signifie que l'Ouest du Canada pourra avoir un plus vaste marché national; cela veut dire aussi que le Québec et, en cas d'urgence, les Provinces atlantiques pourront avoir accès à longueur d'année au pétrole du pays. Voilà qui assurera à tous les Canadiens un approvisionnement plus sûr, si explosive que puisse devenir la politique pétrolière à l'étranger.

Vu les progrès réalisés depuis ma déclaration à ce sujet, j'ai maintenant confiance que l'oléoduc pourra atteindre l'est du Canada vers la fin de 1975 et que nous serons alors en mesure d'offrir à tout le pays une relative sécurité d'approvisionnement...

Nos exportations aux É.-U.

La question de nos exportations d'énergie est étroitement liée à la sécurité et à la souplesse de nos approvisionnements. Je suis profondément peiné, comme le sont beaucoup d'entre vous, je le sais, d'entendre dire que le Canada abuse de la situation en réduisant, prétend-on, ses approvisionnements et en augmentant ses prix afin de profiter de la crise de l'énergie aux États-Unis. Voilà les accusations; voyons maintenant les faits.

Loin de réduire ses exportations de pétrole aux États-Unis, le Canada leur en a expédié plus que jamais auparavant. Nos projections montrent que nous expédierons cette année aux États-Unis soixante-trois millions de barils de pétrole de plus qu'en 1972, soit une augmentation de 18 p. 100. En accroissant notre production, nous avons été en mesure de satisfaire aux besoins de notre voisin, tout en assumant notre première responsabilité, qui est de fournir aux Canadiens le pétrole dont ils ont absolument besoin. Cela dit, la politique du Gouvernement canadien est et demeurera de procurer du pétrole aux États-Unis, dans toute la mesure du possible. Nous sommes des pays amis, et des amis tentent de s'aider les uns les autres.